

**La communauté internationale dans la crise malienne :
Pourquoi soutenir un président vomé par son peuple ?**

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MERCREDI 01 JUILLET 2020

636

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Crise politique malienne

La piste du dialogue ?



**Crise sociopolitique : Dire qu'il n'y a pas
d'alternative après la démission d'IBK est u
ne insulte faite aux Maliens**



**Le M5 et ses actions pour le changement :
Les jeux troubles du chérif de Nioro**



**LIBÉREZ
L'HONORABLE
SOUMAÏLA
CISSE !**

ENSEMBLE NOUS POUVONS !

Une	Crise politique malienne : La piste du dialogue ?	P.4
Brèves	G5 Sahel : Paris va demander des garanties politiques au Mali et au Burkina Scandaleuse déclaration de Manassa sur l'ORTM : "Sans Cour constitutionnelle, pas d'Etat", dit-elle sans rire! Pratique cruelle pour des fins rituelles : «Le féticheur » Farabana Moustapha placé sous mandat de dépôt Primature : Le Premier ministre a reçu les secrétaires généraux des départements ministériels Dissolution de l'Assemblée Nationale : Les députés désormais divisés Douanes : Un narcotrafiquant nigérien saisi Renouvellement du mandat de la MINUSMA : Des observateurs demandent un « inventaire réel » de la mission Nord du Mali : La CMA installe deux check points à Boni et Gossi Coopération politique Police Nationale : Le commissaire Daouda Didi Yoro Traoré fait honneur au Mali Crise du coton : Des producteurs demandent le départ du PDG de la CMDT	P.11 P.11 P.12 P.12 P.12 P.13 P.13 P.13 P.14 P.14
Actualité	COVID-19 et friperies : Ce secteur prend un coup dur ! La Covid-19 : Les vacances forcées des élèves! Commune VI : Les habitants de Sogoniko dénoncent l'occupation de l'espace vert par M. Sadio Bathily Crise liée au coton : En réalité, les paysans souffrent pour des résultats presque inexistantes Accusé d'exactions : Les FAMA répondent	P.17 P.18 P.19 P.20 P.21
Politique	Crise sociopolitique : Dire qu'il n'y a pas d'alternative après la démission d'IBK est une insulte faite aux Maliens La communauté internationale dans la crise malienne : Pourquoi soutenir un président vomé par son peuple ? Crise malienne : Un scénario politique à l'algérienne Le M5 et ses actions pour le changement : Les jeux troubles du chérif de Niore Crise socio-politique : Vers une décripation du climat social ?	P.22 P.23 P.24 P.26 P.27
Culture & société	La grossesse et ses anomalies : Fanta Traoré nous explique son histoire	P.29
International	Sénégal : Le Président Macky Sall annonce la levée de l'Etat d'urgence assortie du couvre-feu RDC : Felix Tshisekedi s'oppose à toute réforme tentant à inféoder la justice	P.30 P.31
Sport	Championnat européen : Sekou Koïta et Mohamed Camara sacrés champions d'Autriche avec Salzburg	P.32



Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte



Crise politique malienne : La piste du dialogue ?

La crise sociopolitique dans laquelle est plongé le Mali depuis les rassemblements des 05 et 19 juin 2020 du M5-RFP, a provoqué un blocage des institutions de la République. Depuis plus de deux semaines, le pays est sans Gouvernement malgré la reconduction du Premier ministre Boubou Cissé. Après sa « main tendue » dont les contestataires ne veulent pas, après son appel à former un Gouvernement « d'union nationale », le Président Ibrahim Boubacar Kéita (IBK) a le dos au mur. En face, le M5-RFP qui a ébranlé le pouvoir dans ses fondements, attend l'occasion de lui porter l'estocade. Pour tenter de désamorcer la crise sociopolitique, les organisations sous régionale et internationale comme la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et les Nations Unies s'investissent pour éviter que le Mali ne sombre en mettant en danger les efforts faits pour résoudre la crise sécuritaire qui traverse

le pays depuis 2012. Résultat, c'est le statu quo qui fait planer une grande incertitude sur l'avenir immédiat du Mali. Quoique déterminé à aller jusqu'au bout de sa revendication qu'est la démission d'IBK, le M5-RFP ne peut échapper à la pression de tous les intercesseurs qui l'assaillent de toutes parts, des intercesseurs qui ne manquent pas de moyens pour imposer une accalmie propice à la réflexion sur une éventuelle sortie de crise. Face à une situation où les forces en présence se jaugent, on est en droit de se demander s'il ne resterait que le dialogue pour l'ébauche d'une solution. A la suite du rassemblement du 05 juin 2020, le Mouvement du 05 juin-Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP) avait projeté celui du 19 juin 2020 qui aurait dû être, aux yeux de ses animateurs, la fin du pouvoir d'IBK. Ces derniers comptaient sans doute sur un soulèvement généralisé des Maliens qui balayerait le pouvoir agonisant du Président de

la République. En effet, il y eut du monde, beaucoup de monde sur la Place de l'Indépendance à Bamako, des centaines de milliers, et d'autres milliers dans certaines localités du pays et à l'étranger. Mais le soulèvement populaire n'a pas eu lieu lequel était nécessaire, en l'absence du soutien des forces de l'ordre, particulièrement l'armée malienne, pour faire tomber le pouvoir d'IBK. Pourtant, les milliers de manifestants sortis le 19 juin 2020 n'attendaient qu'un signal, un ordre, aller à la conquête de Koulouba surtout quand les émissaires chargés de remettre la lettre de démission à IBK avaient été interdits d'accès à la Présidence par les forces de l'ordre. Le bain de sang aurait été inévitable. Or le M5-RFP a toujours déclaré qu'il n'userait pas de la violence pour vaincre IBK et son pouvoir. C'est donc la rage au cœur et envahis par un sentiment de profonde déception que beaucoup de manifestants ont dû rentrer à la maison. Bien que le rassemblement du 19 juin 2020 n'ait pas abouti à la démission d'IBK et de son régime, comme l'espérait le M5-RFP, il aura cependant fait la démonstration de l'ampleur de la contestation du pouvoir. Suffisamment pour que le camp présidentiel ait cru bon de sonner le rassemblement de ses forces pour un contre-rassemblement dont il espérait qu'il



égalerait ou même dépasserait celui du 19 juin 2020. Il s'agissait de montrer que le M5-RFP n'est pas le peuple dont il se réclame, qu'il « n'a pas le monopole du peuple », selon l'expression de Me Kassoum Tapo. Prétextant la demande faite par la MINUSMA de surseoir à son rassemblement, pour donner plus de chance aux négociations, la Convention des Forces Républicaines (CFR), alliée au camp présidentiel, a donc décidé d'annuler son regroupement qui était prévu le samedi, 27 juin 2020, regroupement qui était celui de tous les dangers. En effet, si le CFR avait réuni autant ou plus de monde que le M5-RFP, cela aurait pu amener le pouvoir à revoir sa position car il serait en situation de force. Au contraire, une moindre mobilisation, très probable, aurait sans doute radicalisé le M5-RFP. Dans l'un et l'autre cas, le risque d'un embrasement de la situation était infini.

Ainsi la situation actuelle au Mali ressemble à celle de mi guerre et mi paix. Elle a été mise à profit par les médiateurs de la CEDEAO et de la MINUSMA pour tenter de rapprocher les parties en conflit, c'est-à-dire IBK et le M5-RFP. Certaines sources font état d'un assouplissement dans le camp des contestataires, particulièrement l'Imam Mahmoud Dicko qui ne ferait plus de la démission d'IBK la condition sine qua non à la fin de la contestation dont il est, en grande partie, l'instigateur. C'est pourquoi la conférence de presse attendue du M5-RFP sera sans doute déterminante dans la résolution de la crise sociopolitique qui divise les Maliens.

Quoi qu'il en soit, les pressions et sollicitations nationales et internationales ne laissent que le seul choix du dialogue pour rapprocher les points de vue du Président IBK et ceux du M5-RFP. Et c'est le M5-RFP qui est particulièrement attendu car de sa position future dépendra en grande partie la résolution de la crise. Si d'aventure Mahmoud Dicko et ses camarades renonçaient à la démission du Président de la République et de son régime, il ne leur resterait qu'à accepter le partage du pouvoir sous des conditions qu'ils poseraient et qui, on l'imagine, leur seraient favorables. Cette perspective aura l'avantage de donner toutes les chances au dialogue mais pourrait sonner le glas de la mobilisation et découragerait plus d'un manifestant acquis à la cause

du M5-RFP.

Sans anticiper sur les décisions que le M5-RFP serait amené à prendre, force est de reconnaître que nous sommes plus proches d'un dénouement de la crise sociopolitique malienne par le dialogue que de la radicalisation du mouvement de contestation. En effet, la pression sur le M5-RFP et particulièrement sur Mahmoud Dicko est telle qu'il leur sera très difficile de dire non au monde entier venu au chevet du Mali, au risque d'être stigmatisés. A défaut d'être quotidiens et généralisés, les rassemblements du M5-RFP ont donné la chance au dialogue, d'autant plus que les forces de sécurité auront été particulièrement discrètes et n'auront donné aucune occasion de surexciter davantage la foule des milliers de mécontents et d'opposants au pouvoir d'IBK et de les pousser ainsi à l'expression de violences dont l'impact sur la crise aurait pu envenimer une situation déjà très tendue. Mahmoud Dicko, qui se dit pacifiste, a été rattrapé par sa propension au dialogue. De même qu'on ne fait pas d'omelette sans casser les œufs, de même une révolution ne se fait pas sans prendre de risques surtout quand il s'agit de renverser un pouvoir. Les Maliens dont la majorité aspire à la paix et à la cohésion sociale seront attentifs aux prochaines sorties du M5-RFP et celle du Président IBK. Il faut espérer que ces sorties iront dans le sens de l'apaisement des cœurs et des esprits pour que le Mali reprenne la marche vers la paix et la réconciliation nécessaires à la stabilité du pays.

■ Diala Thiény Konaté



Awo Cousin

Le bonheur est d'être heureux, ce n'est pas de faire croire aux autres que vous êtes



Kassim Traoré

« Nous avons fait 5 mois, Manassa ne nous adressait plus la parole. Elle a même barricadé le couloir de son bureau, pour qu'on puisse pas la voir »
Source : Un conseiller



Setigui Sangare

Thierson avec un bon avocat, le féticheur de Fara-bana va s'en tirer tranquillement hein. La loi insiste sur « la nécessité » de l'acte sans préciser ce qui détermine cette nécessité. C'est cruel pour nous, mais lui, féticheur, immoler une vache peut s'avérer être une nécessité. Faut revoir la loi



Awa Sylla

G5 SAHEL j'espère que votre sommet là c'est sur la libération du président Soumaila Cissé.



Nia Dialla Keita

Diplomatie : Le Président de la République du Mali, Ibrahim Boubacar KEITA est attendu demain mardi à Nouakchott pour prendre part à la rencontre des Chefs d'État des pays membres du G5 Sahel, en présence du Président français Emmanuel Macron.

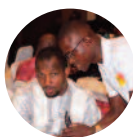


Bouba Fané

Installation des premiers feux de circulation de la ville de Gao

Les premiers feux tricolores de circulation de la Cité des Askia ont été installés. Fruits du projet du Fonds fiduciaires de la MINUSMA pour la paix et la sécurité financé par la Norvège, ils ont été installés par la Nordic International Support Foundation (NIS Foundation). Ces feux font partie d'un projet global qui inclut également la fourniture de 250 lampadaires solaires pour la ville de Gao et 70 pour celle de Tombouctou. D'un coût total de plus de 660 millions de francs CFA, ce projet vise à contribuer à la sécurité urbaine ainsi qu'à son développement. En cours de réalisation, il comprend aussi un volet sensibilisation au code de la route en direction des usagers de Gao.

À terme, huit feux tricolores seront installés dans les principales artères de la ville. Les premiers l'ont déjà été dans le quartier Château,



notamment au carrefour du Mali et au carrefour situé près de la Mosquée Koweït.



FAMA 24



Les propositions du président de la République rejetées par le M5-RFP:

Le chef de l'État malien, pour la sortie de crise socio-politique a fait une série de propositions adressées au directoire du M5-RFP. Elles sont entre autres:

- 1- La dissolution de l'Assemblée Nationale
- 2- La dissolution de la cour constitutionnelle
- 3- La formation d'un gouvernement d'union nationale avec un premier ministre issu du M5-RFP.

Le M5-RFP a par ailleurs émis une objection quant à la troisième proposition. Le directoire propose la formation d'un gouvernement d'union nationale avec un premier ministre de plein pouvoir qui sera issu du M5-RFP et que le président n'aura qu'un pouvoir seulement honorifique. Par conséquent, le premier ministre se verra confier toutes les prérogatives du chef de l'État.

Source : Réunion du directoire du M5-RFP

Hamady Traore

ALERTE INFO: Emmanuel Macron et les chefs d'Etat du Mali, Mauritanie, Burkina, Niger et Tchad se réunissent ce mardi, à Nouakchott, pour le Sommet du G5 Sahel.

ALERTE INFO: Cette réunion qui intervient 6 mois après le Sommet de Pau, en France fera le point de la lutte conjointe contre les Djihadistes au Sahel.

ALERTE INFO: Pour son premier déplacement en Afrique, depuis le début de la crise du Coronavirus, Macron est accompagné du chef du Gvt espagnol, Pedro Sanchez.

Paul Diarra

Le Président de la République, Chef de l'Etat, SEM Issoufou Mahamadou, a quitté Niamey ce mardi matin, 30 juin 2020, à destination de Nouakchott, en Mauritanie, où il participera le même jour au Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement des pays membres du G5 Sahel.

Le Chef de l'Etat est accompagné, dans ce déplacement, de M. Ouhoumoudou Mahamadou, Ministre, Directeur de Cabinet du Président de la République, M. Kalla Ankouraou, Ministre des Affaires Etrangères, de la Coopération, de l'Intégration Africaine et des Nigériens à l'Extérieur et M. Issoufou Katambé, Ministre de la Défense Nationale.



#Sans_langue_de_bois

#Aliou_Boubacar_Diallo n'est pas favorable à la dissolution de l'Assemblée nationale mais favorable à la tenue des élections législatives partielles et à la dissolution de la cour constitutionnelle.

#Faisons_la_part_des_choses :

L'Assemblée nationale étant une institution de la République la cour constitutionnelle étant également une institution de la République . L'honorable Aliou Boubacar Diallo député à l'Assemblée nationale et également président d'un groupe parlementaire appelle à la dissolution de la cour constitutionnelle .

Il y a coup d'État quant une institution fait appelle à la dissolution d'une autre institution .

Selon l'ancien ministre de la justice #Mohamed_Aly_Bathily.

#Aliou_Boubacar_Diallo serait-il dans la logique d'un coup de d'État en ce sens demandant la dissolution de la cour constitutionnelle ??

#Jugeons_nous_mêmes !!!!!



Amadou Sanogo

"si la cour constitutionnelle cède c'est le Mali qui disparaît" dicit Manassa donc c'est elle le Mali ?



Yacou Montana

Les vip du monde

Affrontements entre deux groupes terroristes

Mali: hier 29/06/20 il y a eu un affrontement entre des unités de l'EIGS et du GSIM vers #Intillit. Les membres du GSIM ont été défaits.

Le bilan fait état de plus de 50 personnes tués.

Wendpouire Charles Sawadogo



Mohamed Traore

Mamoutou Touré dit Bavieux, président de la Fémafoot

"Nous avons l'obligation de respecter le protocole sanitaire de l'Etat"

Crédit photo: #ABH



JUS.CD

Droit administratif

DETOURNEMENT DU POUVOIR. Quid?

Le détournement du pouvoir est le fait pour l'agent administratif qui, tout en accomplissant un acte de sa compétence, en respectant les formes imposées par la législation, use de son pouvoir, dans les cas, pour des motifs et dans des desseins autres que ceux en vue desquels ce pouvoir a été conféré.

Le détournement de pouvoir est un abus de mandat, un abus de droit. La théorie du détournement du pouvoir est la défense de la moralité administrative.



Par exemple : la révocation déguisée, la modification des règlements, la mise en retraite déguisée, la suppression d'emploi etc.



Pan African Music

Le 30 juin 1960, tout le Congo, et en particulier sa capitale – Léopoldville, danse le cha-cha de l'indépendance. Mais les nuages ne vont pas tarder à s'amonceler dans le ciel congolais. Le premier ministre, Patrice Lumumba, en fera les frais. Son nom reste depuis gravé dans les mémoires, et dans les chansons qui racontent sa douloureuse histoire.



Koné Mamadou

TRETA n'est plus légitime dans le RPM, il doit mettre fin aux réunions fictives qui ne servent à rien, et surtout en bouffant nos sous par des surfacturations

Koulouba Actu

Des représentants des secteurs cotonniers de la filière centre de Fana ont demandé le samedi dernier la démission du PDG de la CMDT, Baba BERTHE. Il l'accuse d'être à l'origine des problèmes auxquels la filière est confrontée.

Moussa Yoro Diallo



PLACE DE LA RÉPUBLIQUE
MOUSSA TIMBINÉ AU FOUR ET AU MOULIN

Elu à la Présidence de l'Assemblée nationale du Mali le 11 mai dernier, Honorable Moussa Timbiné semble, par son dynamisme voire son engagement, déterminé à relever le challenge. De son élection au perchoir à nos jours, l'honorable Moussa Timbiné ne s'accorde aucun répit. Après le tour de ses prédécesseurs afin de s'enquérir de leurs expériences, il s'est rendu chez les familles fondatrices de Bamako. Sa toute première sortie à l'intérieur du pays, Honorable Timbiné l'a réservée à la région de Mopti où il a tenu à rencontrer les responsables des milices dogon et peulh que sont Youssouf Toloba et Sékou Bolly. Les multiples rencontres que le président de l'Assemblée nationale a eues avec les syndicats de l'éducation signataires du 15 octobre 2016 ont permis de faire bouger les lignes dans la recherche d'une solution durable à la crise scolaire. Son implication dans la résolution de cette crise a été hautement appréciée à différents niveaux.

Dans le cadre de la diplomatie parlementaire, il a eu des entretiens fructueux avec plusieurs chancelleries comme celles de la Grande Bretagne, la France, l'Allemagne, l'Union Européenne, les Etats-Unis d'Amérique.

Sur initiative de son président, l'Assemblée nationale a entrepris une série de consultations dans le cadre de la décrispation du climat sociopolitique à travers des rencontres avec les familles fondatrices, la CAFO, les organisations de la société civile, le RECOTRADE, l'AEEM, le CNJ, la LIMAMA, la CMAS. Le président du Parlement continue à recevoir des personnalités dans ce sens.

Avant-hier mardi, Honorable Moussa Timbiné a reçu en audience le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies et Chef de la MINUSMA, Mahamat Saleh Annadif, l'ambassadeur de l'Union européenne au Mali, Bart Ouvry, l'ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique à Bamako, Dennis Hankins, l'ambassadeur de l'Algérie au Mali et président du Comité de suivi de l'Accord pour la paix et la réconciliation, issu du processus d'Alger, Boualem Chebihi. Plusieurs sujets relatifs à la situation politique du pays, au dialogue républicain, au respect des règles démocratiques et aux questions de coopération, ont été abordés.

La libération de l'honorable Soumaila Cissé, enlevé le 25 mars 2020 en pleine campagne pour les législatives dans le cercle de Niafunké, figure en bonne place dans l'agenda du président de l'Assemblée nationale. L'honorable Moussa Timbiné consacre de considérables efforts pour que le chef de file de l'opposition puisse recouvrer rapidement la liberté. A l'occasion de la fête de Ramadan, l'honorable Moussa Timbiné a fait un geste de solidarité en offrant des bœufs et une enveloppe aux déplacés dogons et peulhs.

Au cours de son déplacement à Mopti et Bandiagara, il a aussi rendu une visite aux déplacés du centre. Pour les aider à face à cette situation, le président de l'Assemblée nationale leur a remis une enveloppe de 4 millions de nos francs.





Radio Oméga

#Affaire_77_véhicules mairie de Ouagadougou
"En ce qui concerne l'acquisition des véhicules il ne s'agit pas d'un achat mais une location vente donc ceux qui comparent le processus à une procédure d'acquisition ferme se trompent."
Moustapha Semde président du conseil municipal MPP
Conférence de presse du groupe municipal de la majorité



Seydou Oumar Traoré

Issa Kaba
Ce que pense un bon grand frère de Manassa Danioko : Elle est narcissique et' s'en fiche que le



monde s'écroule car elle n'a rien à préserver encore. Même pas le Mali qui est son dernier souci.
Je pense qu'elle doit voir un psychologue et un psychiatre franchement



Lamine Coulibaly

LOI N°2012-014/ DU 24 FEVRIER 2012
RELATIVE AU BIEN-ETRE ANIMAL.

ARTICLE 18 : Quiconque aura, sans nécessité, publiquement ou non, exercé des sévices graves ou commis un acte de cruauté envers un animal domestique ou apprivoisé ou tenu en captivité, sera puni d'un emprisonnement de onze (11) jours à trois (03) mois et facultativement d'une amende de 10 000 à 100 000 francs. En cas de récidive, les peines seront portées au double.

Sambou Sissoko

La guerre contre le terrorisme n'est en réalité qu'une guerre contre les entraves à l'ordre nouveau. Notre pays est désormais sous le contrôle de ceux qui nous l'ont imposé.



Mossa Ag Attaher



#CMA/Diplomatie

J'ai été reçu ce matin en audience par SEM Mahamat Saleh Annadif, Représentant spécial du secrétaire général des Nations Unies et Chef de la Mission intégrée multidimensionnelle des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA).

Au menu de nos échanges:

- La suite du processus de mise en œuvre de l'accord pour la paix (APR) au lendemain du renouvellement du mandat de la MINUSMA;
- La nécessité d'un volontarisme assumé des parties;
- La dernière Session du comité directeur de la CMA;
- La situation Socio-politique à Bko.

Le RSSG a salué par ailleurs la démarche de la CMA qui consiste à faire du dialogue avec tous les acteurs le pilier de ses actions et encouragé la CMA à persévérer dans ce sens.



Mouvement Panafricain de Rejet du Franc CFA

Aujourd'hui, ici et devant l'histoire nous lançons cette pétition pour exprimer notre indignation et notre soutien au Déboulonnage des statues d'esclavagistes et colonialistes éparpillées partout sur nos terres africaines.

En cela nous rendons un hommage éternel à nos ancêtres tombés sous leurs barbaries.

Aussi nous espérons collecter toutes les dignes voix opposées à la culture de la domination d'une race sur une autre.

Merci de signer et de faire signer.



Presidence Mali

Koulouba | 29 juin | Audience Le Président de la République a reçu le Triumvirat. Après la tenue qualitative du Dialogue National Inclusif, sur initiative du Chef de l'État et conduit par le Triumvirat, la poursuite de la mise en œuvre des recommandations était à l'ordre du jour



WESTERN UNION

WUSM

MONEY TRANSFER

G5 Sahel : Paris va demander des garanties politiques au Mali et au Burkina



Challenges - La France demandera au Mali et au Burkina Faso, mardi lors du sommet G5 Sahel en Mauritanie, des garanties sur leurs engagements en faveur de la paix, afin de ne pas remettre en cause des gains militaires récemment acquis sur le terrain, a déclaré lundi une source à l'Élysée.

« Tous les progrès enregistrés sont fragiles et peuvent être mis en cause si la dynamique politique ne suit pas », a souligné cette source.

Le président du gouvernement espagnol Pedro Sanchez et le chef de l'Etat français Emmanuel Macron doivent effectuer mardi leur premier déplacement en Afrique depuis la crise du coronavirus à l'occasion du sommet des pays du G5 Sahel (Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger, Tchad).

Les autres dirigeants européens, comme la chancelière allemande Angela Merkel et le président du Conseil italien Giuseppe Conte participeront à ce sommet seulement par visioconférence. Cinq chefs d'Etat du G5 Sahel et le secrétaire général des Nations unies Antonio Guterres vont également prendre part à cette réunion, selon un communiqué du gouvernement espagnol publié lundi.

De source gouvernementale française, la situation est particulièrement préoccupante au Mali dont les autorités ne discutent plus d'un plan de paix, la « séquence politique particulièrement laborieuse » ayant relégué au second plan « la mise en œuvre de l'accord de paix d'Alger ».

Cette situation est perceptible au Burkina Faso comme au Mali si bien que les enjeux sont élevés et qu'il faut faire en sorte que les contextes électoraux n'anéantissent pas les gains qui ont été obtenus, a expliqué cette source.

Le Burkina Faso se rend aux urnes fin novembre pour des élections législatives et pour un scrutin présidentiel auquel le chef d'Etat sortant Marc Roch Kaboré devrait se présenter.

La situation sécuritaire reste précaire au Sahel malgré les récents progrès enregistrés dans la lutte contre les groupes djihadistes avec notamment la mort du chef d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), Abdelmalek Droukdel, tué début juin par l'armée française lors d'une opération dans le nord du Mali.

(John Irish; version française Nicolas Delame, édité par Blaindine Hénault)

Scandaleuse déclaration de Manassa sur l'ORTM : "Sans Cour constitutionnelle, pas d'Etat", dit-elle sans rire !



La pauvre Présidente est décidément trop limite- limite intellectuellement pour appréhender les questions constitutionnelles dans leur profondeur juridique. Dans quel Manuel de droit constitutionnel Manassa a-t-elle appris que la Cour constitutionnelle serait un élément constitutif de l'Etat sans lequel

celui-ci ne saurait exister? Encore une fois et comme toujours d'ailleurs, l'encombrante Présidente de la Cour constitutionnelle du Mali se plante complètement sur une question élémentaire de droit constitutionnel. Ce n'est pas digne de la démocratie malienne.

Manassa voudrait-elle suggérer qu'il n'existe pas d'Etat dans les pays qui n'ont ni une juridiction constitutionnelle, ni même un système de contrôle de constitutionnalité? Quelle aberration!

Une fois de plus, une fois de trop, Manassa expose au grand public ses approximations et

errements juridiques lamentables qui n'en finissent pas de discréditer l'institution et de ternir son image aux yeux de tous.

Le comble dans cette histoire, c'est que la Présidente Manassa ne comprend même pas que les soi-disant appréciations de ses pairs à l'international ne sont en fait que des railleries à travers lesquelles ils se moquent d'elle, mais qu'elle prend à tort comme des compliments. La pauvre!

Dr Brahim fomba



Pratique cruelle pour des fins rituelles : «Le féticheur » Farabana Moustapha placé sous mandat de dépôt



Le Procureur du Tribunal de Grande Instance de Kati a émis un mandat de dépôt contre le féticheur de Farabana, Moustapha DIALLO, qui a brûlé vif un bœuf. Cette pratique a fait réagir les uns et les autres qui trouvent l'acte d'une cruauté extrême. Et il doit interpellé toutes les organisations de protection des animaux. Le Procureur du Tribunal de Grande Instance a déposé une plainte contre Farabana Moustapha Diallo qui a ensuite été arrêté par les hommes du Procureur Bandjougou Fofana afin de le mettre en prison. Dans le compte rendu public, son procès est fixé pour le 30 juillet 2020.

Dissolution de l'Assemblée Nationale: Les députés désormais divisés



La cohabitation est devenue compliquée à l'Hémicycle. De plus en plus, une partie des élus nationaux invite ceux issus des localités au cœur du conflit à rendre le macaron : ce que ces derniers n'entendent pas de cette oreille.

En cette fin de mois de juin, les salaires sont enfin tombés à Bagdadji. Alors que les dotations en carburant ont pris forme, l'atmosphère n'est pas au beau fixe. La dissolution de l'Assemblée Nationale commence à avoir des traces car l'union n'est pas totale. A travers une résolution, le Président de l'Assemblée Nationale, Moussa Timbiné, condamnait cette éventualité. Il est parti jusqu'à dire que les partielles ne sont valables qu'en cas de décès. L'élu de la Commune V enfoncera le clou en indiquant que la décision finale de la Cour Constitutionnelle ne peut être revue. Mise en garde sera faite par le successeur d'Issiaka Sidibé de ne pas mettre les députés dos à dos.

Primature : Le Premier ministre a reçu les secrétaires généraux des départements ministériels



Le Dr Boubou Cissé a reçu ce lundi, 29 juin 2020, les secrétaires généraux des départements ministériels, en présence du Secrétaire général du Gouvernement.

La rencontre s'est déroulée dans un contexte marqué par la démission du Gouvernement.

Le Président de la République, SEM Ibrahim Boubacar Keïta, a renouvelé sa confiance au Premier ministre sortant, le Dr Boubou Cissé, reconduit dans ses fonctions le même jour.

Suite à cela, le Chef de l'Etat l'a chargé de former un nouveau Gouvernement, d'union nationale.

En attendant la formation de la nouvelle équipe gouvernementale, et pour éviter que l'administration ne connaisse des situations de blocage préjudiciables à son bon fonctionnement, le Chef du Gouvernement a tenu à rencontrer les secrétaires généraux des ministères pour faire avec eux le point de la gestion des affaires courantes, des difficultés relevées dans l'exécution des tâches à eux confiées.

Aux différentes préoccupations et difficultés exprimées, le Premier ministre a apporté des réponses jugées satisfaisantes par l'ensemble des participants. Le Chef du Gouvernement s'est engagé à ne ménager aucun effort pour les soutenir dans cette période d'exception et leur permettre d'assurer le fonctionnement optimal des institutions gouvernementales. En attendant la nomination des membres du nouveau gouvernement, les secrétaires généraux ont été invités à mieux s'approprier la lettre du Premier ministre du 12 juin 2020, qui les autorise à prendre en main le fonctionnement de leur département.

CCRP - Primature

C'est pourtant bien ce qui se passe. Si au début les parlementaires minimisaient la grogne, l'ampleur du M5 de par ses ralliements au fil des semaines a fini par faire tache d'huile. Certains ignorent de quoi sera fait demain et font acte de présence à l'Hémicycle la peur au ventre. Une majorité qui était discrète au départ, a fini par s'afficher et demander une chose : la tenue des partielles. Autrement dit, reprendre les députations dans les lieux à la base du litige. Une autre tendance de députés est plus radicale avec une demande sèche : que les élus mal élus démissionnent.

Douanes : Un narcotrafiquant nigérien saisi



Un Nigérien du nom de Jude Ezech a été arrêté par les douaniers de la Brigade mobile d'intervention (BMI), ce vendredi 26 juin 2020. Après avoir fouillé le monsieur, il a été confirmé qu'il transportait 28 boulettes de cocaines, vers la Guinée-Conakry, dans son ventre. Selon nos sources, la marchandise devait être livrée au Nigeria. Un agent des services nous a fait savoir que « le test réalisé par les services techniques de la douane a révélé que l'intéressé transportait de la cocaïne pure », il a précisé que le contrevenant est conscient de la gravité des faits qui lui sont reprochés.

Après avoir fait expulser la cocaïne de son ventre, les agents ont eu 500 g de cocaïne estimés à plus de 50 millions de francs. Les agents de la BMI se réjouissent de cette action qu'ils ont accomplie. Une intervention qui a coïncidé avec la Journée internationale de lutte contre les narcotrafiquants (26 juin).

Nord du Mali : La CMA installe deux check points à Boni et Gossi



Comme il n'y a plus d'escorte sur l'axe Sévaré-Gao, la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA) n'a rien fait que d'installer deux check points sur cet axe. Un à Boni et l'autre à Gossi.

Chaque bus de transport paie la somme de cinq mille francs CFA et chaque passager deux mille francs CFA. Un bus qui refuse de se plier à ces exigences est attaqué en cours de route.

On appelle cela un Etat dans un autre. Il y avait la même situation sur la voie fluviale de l'arrondissement de Danga (cercle de Diré) au dernier village de Gourma-Rharous. Nous l'avons dénoncé par le canal de «L'Inter de Bamako». Heureusement, les check points de la voie fluviale ont été levés.

Renouvellement du mandat de la MINUSMA : Des observateurs demandent un « inventaire réel » de la mission



Le Conseil de Sécurité de l'ONU a décidé de renouveler d'un an le mandat de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali « Minusma ». Cette prorogation jusqu'au 30 juin 2021 se justifie selon le Conseil de sécurité, par les progrès réalisés dans le rétablissement de la souveraineté de l'État, exigé dans l'Accord pour la paix et la réconciliation.

Pas d'augmentation des effectifs pour ce nouveau mandat, mais un budget légèrement revu à la hausse plafonné à 1,2 milliard de dollars. La MINUSMA reste donc la troisième opération de paix la plus coûteuse au monde. La résolution qui est en cours devrait redéfinir de nouveaux indicateurs de progrès sur l'accord pour la paix et la réconciliation.

Le Conseil de Sécurité de l'ONU fixera également pour la première fois des référentiels sur le Centre du Mali où la situation sécuritaire devient de plus en plus inquiétante. Selon le rapport du Haut-Commissaire des droits de l'homme de l'ONU, Michelle Bachelet, publié la semaine dernière, 580 civils ont été tués dans cette partie du Mali au cours du premier semestre de l'année 2020.

Le Conseil de Sécurité des Nations Unies statuera aussi sur le soutien que la Minusma peut apporter à la force conjointe du G5 Sahel pour plus d'efficacité lors de ces missions sur le terrain.

La résolution en cours d'établissement intervient dans un contexte où l'armée malienne est accusée d'exécutions extrajudiciaires au centre du pays. C'est donc pour rétablir un climat de confiance entre les gouvernants et les gouvernés que le Conseil de Sécurité de l'ONU a décidé à l'unanimité, de proroger pour un an le mandat de la mission.

Pour certains observateurs, ce renouvellement du mandat de la MINUSMA est nécessaire. Toutefois, ils souhaitent que les Maliens fassent un inventaire réel de ce qui a été réalisé et de ce qu'ils attendent de la MINUSMA. Mais selon ces observateurs, le danger, aujourd'hui, est que la Mission joue le rôle de l'État dans certaines parties du Mali.

Boubacar Bocoum, politologue

Avec ce braquage à ciel ouvert, de quelle crédibilité la CMA jouit-elle devant les populations du Nord ? Ils doivent penser qu'un jour, ils vont rendre compte.

Coopération politique Police Nationale : Le commissaire Daouda Didi Yoro Traoré fait honneur au Mali

Une cérémonie de sortie de promotion s'est déroulée vendredi dernier à l'École nationale supérieure de la police française à Saint Cyr en France. Parmi les sortants de cette promotion, il y avait un Malien : le commissaire de police Daouda Didi Yoro Traoré qui a été primé, à l'instar de ses camarades, venus d'une quinzaine de pays africains, européens et du Proche-Orient. Il s'agissait de la 70^e promotion des commissaires de police (Marcel Leclerc), de la 24^e promotion d'officiers de police (Pierre Moucot) et de la 71^e promotion de cadres de police étrangers.

Cette cérémonie couronnait une année de formation du commissaire de police Daouda Didi Yoro Traoré à la célèbre et prestigieuse école de Saint Cyr au Mont-d'or. Ce dernier a honoré son pays en portant haut le flambeau confié lors de son départ en France. Déjà titulaire de deux masters 2, respectivement en droit privé et en droit des affaires, le commissaire Traoré a obtenu son diplôme avec une moyenne honorable. Il est détenteur d'un 3^e Master en relations internationales, option sécurité intérieure obtenu à l'Université Lyon 3 en France.

Au cours de leur séjour en France, les récipiendaires ont bénéficié de solides formations dispensées par des spécialistes chevronnés dans di-



verses spécialités comme la police judiciaire et administrative, le maintien de l'ordre, le management, les acteurs et organisations de la sécurité intérieure, le renseignement, les technologies de l'information, la cybercriminalité, l'intelligence économique et l'analyse de l'insécurité.

Ces formations théoriques et thématiques ont été renforcées par des stages pratiques passés dans des services publics de sécurité français. Les nouvelles connaissances acquises par le commissaire Daouda Didi Yoro Traoré lui permettront, à coup sûr, d'apporter sa petite pierre au travail de la police nationale ou la nation tout court.

Moriba COULIBALY

Crise du coton : Des producteurs demandent le départ du PDG de la CMDT

Des représentants des secteurs cotonniers de la filière centre de Fana ont demandé le samedi dernier la démission du PDG de la CMDT, Baba BERTHE, pour son mépris envers les producteurs de coton.

Face au refus des producteurs de coton de cultiver cette année, l'honorable Mamadou Diarrassouba, en pompier à Fana, a initié une rencontre entre les différents acteurs de la filière coton de la région CMDT de la localité. La réunion s'est déroulée à Dioïla sous la présidence du gouverneur de la localité, Dédéou Maïga. L'objectif était de sensibiliser, convaincre et inviter les paysans à cultiver du coton pour éviter une année sans campagne cotonnière dans la zone avec la proposition du gouvernement de ramener le prix du coton à 250 FCFA et de maintenir le prix de l'engrais à 11 000 de nos francs.

La réunion a été ainsi l'occasion pour les acteurs de faire le grand déballage.

« On n'a pas été écouté par des responsables de la CMDT. On n'a pas été considéré au moment de la fixation du prix. Le prix a été fixé sans qu'à la base, il y ait eu un débat. S'ils avaient pris le temps de nous écouter, on n'en serait pas là. Ils sont venus nous imposer un prix. Nous ne sommes pas leurs esclaves », a déclaré Fanta DIARRA, représentante du secteur de Dioïla. Pour elle, M. BERTHE n'a aucun respect pour les coton-culteurs.

Également, l'honorable Tiassé Coulibaly, vice-président de l'union des coton-culteurs, impute la responsabilité du chaos à la direction de la CMDT, dont certains décideurs ignorent les réalités du terrain.



« Certains responsables de la direction de la CMDT sont dans le faux », a accusé l'honorable Coulibaly. Il a aussi confié avoir interpellé les autorités sur les conséquences de la première décision sur le prix en vain. C'est pourquoi lors de la rencontre de ce jour, plusieurs représentants des secteurs de la filière centre de Fana ont demandé la démission du PDG de la CMDT.

« On ne veut plus travailler avec Baba Berthé. Nous demandons qu'il soit remplacé s'il n'est pas le seul cadre au Mali », a affirmé Soumaïla Sangaré représentant du secteur de Massigui.

En outre, des producteurs en veulent au PDG pour avoir encouragé le clanisme au sein du regroupement des coton-culteurs. Si elle n'est pas réglée à temps, c'est une autre menace pour le développement du secteur coton au Mali.

Par SB



COMMUNIQUE DE PRESSE


Le Secrétaire Général du Ministère de la Jeunesse et des Sports informe l'opinion nationale et internationale que **Monsieur Oumar Hamadada TOURE, Directeur du Carrefour des Jeunes de Bamako**, a été enlevé, le samedi 27 juin 2020 dans la soirée par des individus non identifiés entre Douentza et Boni en partance à Gao pour des raisons de famille.

Dès l'annonce de son enlèvement, les autorités du pays ont été informées et ont entrepris des actions en vue de sa libération.


Le Ministère de la Jeunesse et des Sports exprime sa compassion à la famille de Monsieur TOURE et l'assure de son entière disponibilité à entreprendre et à accompagner toutes les initiatives des autorités compétentes visant à assurer sa libération.

Bamako, le 28 juin 2020

LE SECRETAIRE GENERAL



Amadou Diarra YALCOUYE
Chevalier de l'Ordre National



FOFY[®] INDUSTRIES

L'équipementier de votre maison

CUIVES

MALISADIO



Santé • Sécurité • Economie

COVID-19 et friperies : Ce secteur prend un coup dur !

Achetées par une écrasante majorité de Bamakois, les friperies passent très souvent pour un luxe aux yeux de la jeunesse malienne qui a presque laissé en péril leurs habits traditionnels, chose qui est un véritable problème pour les commerçants de pagnes wax, Bazin, brodés et plein d'autres. Avec l'apparition de la pandémie du coronavirus, les vendeurs des habits traditionnels ont pris le dessus sur les friperies jugées infectées.

En effet, les friperies sont des dépouilles communément appelées vêtements d'occasion, importés, en général, de l'Europe, l'Amérique et l'Asie par des particuliers, en transitant par le Ghana, la Côte d'Ivoire, le Sénégal, etc. Le malheur de certains fait le bonheur des autres, a-t-on l'ha-

bitude de dire. La pandémie de la Covid-19 a provoqué un rejet de ces friperies car on constate, depuis un certain temps, que ces habits ne sont plus appréciés par la jeunesse malienne et la ruée s'est dirigée vers les habits traditionnels et les habits neufs. Ce qui est devenu un véritable soulagement pour de nombreuses personnes.

Fanta Coulibaly, vendeuse, affirme que certes, cette maladie est meurtrière. « **Mais elle est quand même à notre avantage parce que les gens se sont tournés vers nous vendeurs de tissus en wax et Bazin** », a-t-elle dit.

Une autre, Djénéba Guindo, s'exprime en ces termes : « **C'est le cas pour ma fille qui se rendait chaque semaine au pont Bada pour s'acheter des friperies. Mais, maintenant, elle n'achète même plus les prêts à porter à plus forte raison les friperies** ». En outre, un boutiquier visiblement content de ce revers de situation, s'est prêté à nos questions. « **Ma boutique était remplie de tissus de toutes les qualités mais, depuis quelque temps, elle est presque vide. C'est une triste réalité de voir que nos habits locaux sont délaissés au profit des habits occidentaux et c'est vraiment humiliant** », a déclaré Baba Diarra.

Certains parents sont ravis de cette situation tout en tenant compte de la gravité de la maladie à coronavirus au Mali. Quant à la jeunesse, elle n'a pas encore dit son dernier mot.

« **Je continue toujours à acheter mes habits comme d'habitude. Il me suffit tout simplement de bien les laver, les repasser et je passe pour la plus belle de mon école** », déclare Aissata Coulibaly, élève en classe de 9e année.

A en croire Hassinatou Boré, que cela soit Coronavirus ou pas, la jeunesse allait retourner à nos valeurs parce que nous sommes en train de réaliser maintenant que les habits européens ne font pas de nous des européens. D'où la citation de Seydou Badian : « **un tronc d'arbre a beau séjourner dans d'eau, il ne sera jamais un crocodile** », s'exclame-t-elle.

« **J'ai beaucoup d'enfants par la grâce d'Allah, mais souvent j'ai l'impression de ne pas les connaître à travers les habits qu'ils portent. Donc je ne peux que dire merci au Covid-19 d'avoir changé le comportement de nos enfants** », a dit Ousmane Diarra.

La maladie à coronavirus étant une maladie qui s'est invitée dans les pays, sans passeport ni visa et fait des ravages partout où elle passe en impactant toutes les activités politique et économique, passe pour un véritable champion dans la redynamisation de la culture malienne en poussant la jeunesse vers nos tenues traditionnelles.

■ Ibrahim Sanogo





La Covid-19 : Les vacances forcées des élèves !

Dans sa politique de riposte contre la maladie, les autorités politiques ont décidé de fermer les classes à l'exception des classes d'examen. Du coup les élèves ont été contraints de rester à la maison ce qui est synonyme de vacance forcée.

Notre pays est secoué par la pandémie du Covid-19. Avec cette fermeture des classes, certains élèves mettent à profit le temps libre pour s'adonner à la lecture, aux exercices et d'autres ont décidé tout simplement d'apprendre des métiers. Beaucoup d'entre eux apprennent la menuiserie, la mécanique auto ou d'autres métiers. Nonobstant cet arrêt brusque des cours, certaines filles sont reconverties en servantes pour les travaux domestiques.

Une réouverture totale des salles de classes avec toutes les dispositions sanitaires à l'appui serait un ouf de soulagement pour les parents d'élèves qui sont peinés de voir leurs enfants à la maison. Les cours à distance préconisés par les autorités politiques n'ont pas comblé les attentes des chefs de famille. Il apparait

évident comme la prunelle de notre œil que les élèves et étudiants n'ont pas le même niveau. Le ventre mou de cette situation, il s'agit bien sûr des citoyens à faible ressource, ceux-ci sont dans un dilemme total. Selon eux, les autorités doivent travailler au nivellement de niveau avec un système éducatif efficace et un programme d'enseignement adapté à notre pays.

Selon un étudiant sous anonymat, il ne fait rien de ses journées. Il consacre toute sa journée à regarder la télévision et surfer sur internet, impatient de revoir ses camarades et les bancs de l'école. Pour lui, des mesures appropriées doivent être prises pour que les élèves reprennent le chemin de l'école.

Aux dires d'une enseignante, ces vacances forcées sont vraiment mal tombées, car cela n'ar-

range nullement le système éducatif qui faisait déjà face à une série de grèves des enseignants. En plus de ce facteur, les cours vont maintenant se poursuivre durant une période qui n'est pas propice. Elle ajoute que le paysan ne laissera pas son fils aller à l'école en période hivernale d'où la complexité de la situation.

A en croire Souleymane Coulibaly, professeur à l'université, la Covid-19 a obligé les enseignants à annuler certains projets et réaménager le programme. A la différence des vacances normales, sa durée n'est pas prédéfinie. Cette période, grâce à l'outil informatique, pourrait permettre aux étudiants d'approfondir les recherches ou de se mettre à niveau. D'autres sont occupés par les cours en ligne et autres supports pédagogiques. « **Malgré tout, les classes nous manquent et nous prions pour la fin très prochaine de la pandémie** », a-t-il souhaité.

La question qui taraude l'esprit des élèves et étudiants est de savoir à quand la fin de cette crise sanitaire. En attendant d'avoir une réponse juste à cette interrogation, les parents d'élèves sont inquiets quant au sort réservé à leurs enfants.

■ Ibrahim Sanogo

Commune VI : Les habitants de Sogoniko dénoncent l'occupation de l'espace vert par M. Sadio Bathily

Les habitants de Sogoniko ont animé un point de presse, mardi 30 juin. Les jeunes de Sogoniko ont saisi cette occasion pour dénoncer une acquisition frauduleuse de leur espace vert par M. Sadio Bathily, qui use selon eux de l'argent pour créer la discorde entre les habitants. Ainsi, ils entendent se battre pour leur patrimoine commun qui a été classé par le décret numéro 02-327 en 2002 par le président Alpha Oumar Konaré.

De nombreuses personnes, jeunes, vieux, femmes et hommes sont venus à l'occasion pour montrer leur détermination à combattre quiconque tentera d'acquérir frauduleusement leur espace vert.

Prenant la parole, un des conseiller du chef village, Mamadou Konaté, a expliqué que l'espace faisant objet de querelle a été classé par le décret numéro 02-327 en 2002 comme les équipements collectifs de l'Etat. C'est ainsi que Sogoniko est bénéficiaire de cet espace. En effet, Madi Diawara, un riverain du quartier, a précisé qu'en 2013, ils ont été surpris de voir un dénommé Sadio Bathily, qui se dit propriétaire de cet espace avec un titre foncier datant de 2003 qu'il a acquis auprès d'un certain Cheikh Oumar Bathily.

A cet effet, il a indiqué qu'ils ont saisi les services techniques de l'Etat qui ont répondu favorablement, disant que cet espace est bel et bien un espace vert et que rien ne pourrait changer en cela. À leur grande surprise, ce monsieur s'est procuré des documents qui l'autorisent à construire. Mais grâce à nos interventions et soulèvement nous avons pu obtenir les effets contraires qui sont l'annulation de cette action.

Il ajoute qu'ils sont partis à la direction de l'Urbanisme suite à cette confusion, il leur a été dit que c'est bel et bien un espace vert et qu'on ne peut rien y faire d'autre avec une signature du directeur régional.

Le ministre des domaines a même signé un papier qui vient confirmer que c'est un espace vert.

Pour confirmer ses dires, Dramane Coulibaly, conseiller du maire de la Commune VI, a déclaré, « **qu'en février 2020, Sadio Bathily a appelé le gouverneur à saisir la mairie qui a par la suite saisi la chefferie afin qu'ils changent la vocation de l'espace en**

question pour en faire un lieu de commerce. Après une réunion collective, tous ont été unanimes sur le fait que c'est un espace vert et qu'il ne peut être aménagé à une autre fin. Le 04 mars 2020, la mairie a fait une session extraordinaire pour rejeter le changement de vocation de Sadio Bathily stipulant que c'est un espace vert et que rien d'autre ne peut y être fait ».

De ce fait, il dira que **"c'est bel et bien un espace vert, c'est un ancien juge Cheikh Oumar Tounkara qui en fait un titre, je pense bien qu'un décret présidentiel, même la Cour suprême ne peut pas l'annuler"**, a-t-il martelé.

À en croire Mamadou Konaté, ils se disent

unis pour le combat commun. « **Nous sommes unis derrière la chefferie pour mener ce combat. Cependant, certains jeunes sont allés signer un accord avec Sadio Bathily pour bénéficier des forages et le pavage de la devanture de la mosquée. Pourtant seul le chef de village et ses conseillers sont habilités à engager le village** », a-t-il dit.

Pour conclure, Boubou Madi Diawara a déclaré : "dans les prochains jours, nous souhaitons mener des combats, nous allons saisir le Vérificateur général. Selon sa réponse nous allons saisir le Pôle économique parce que c'est un décret qui a été bafoué".

■ Ibrahim Sanogo



Crise liée au coton : En réalité, les paysans souffrent pour des résultats presque inexistantes

Depuis quelques semaines, le refus de la culture du coton anime les débats des populations à cause de la diminution du prix du coton et l'augmentation des prix des intrants. Cette position prise par le gouvernement malien n'a pas été bien comprise par les paysans. En acceptant la proposition du gouvernement, les paysans se retrouvent dans une situation où ils travaillent pour ne rien avoir comme bénéfice sur le coton. Comme solution, ils décident dans leur grande majorité de ne pas cultiver le coton malgré les bonus de 35 milliards du gouvernement. C'est la raison pour laquelle, l'hivernage 2020 est timide en ce qui concerne la culture du coton. Les cultivateurs de coton parlent d'une même voix et décident de ne mettre sous terre aucune graine de coton. Le gouvernement du Mali décide d'acheter le coton à 200 FCFA le kilo du coton 1er choix et le 2ième choix à 175

FCFA le kilo avec un bonus de 50 FCFA. Les activités sont lentes en ce début d'hivernage et les paysans se dirigent vers les cultures de mil, de sorgho, etc. Il faut dire que les paysans sont les personnes qui souffrent le plus au Mali. Ils sont les producteurs et aussi les pauvres. Ce système doit changer au Mali. Dans beaucoup de pays de l'Afrique de l'Ouest, ce système existe. Quand on imagine que les paysans s'endettent pour avoir les engrais, lorsque le coton est vendu, l'argent prend du temps, voire deux à trois mois souvent. En réalité, les paysans souffrent pour des résultats presque inexistantes. Dans un hectare de coton, le cultivateur peut faire des dépenses de plus de 200.000 FCFA sans compter la force physique qu'il utilise dans son champ. Les dispositions du gouvernement font des paysans des gens qui travaillent pour d'autres, sans sa-

laire. Ils sont parfois obligés de cultiver le coton pour avoir de l'engrais pour la culture du maïs. Il est temps que les paysans prennent conscience que dans la vie, chacun travaille pour ses intérêts. Si le gouvernement brandit le verbe de la valorisation de l'agriculture, il doit savoir que l'augmentation des prix des intrants et la diminution du prix du coton ne valorise pas l'agriculture malienne.

La culture du coton, au-delà du gain financier, occasionne parfois des tensions familiales dans les villages pour la simple raison que les recettes du coton n'arrivent pas à couvrir les charges familiales. Cela donne naissance à des frustrations car certains pensent que l'argent a été accaparé par le chef de famille qui, seul, ne peut pas apporter un rendement. Il faut être dans les villages pour comprendre combien les paysans souffrent. Habillement inadéquat, nourriture avec souvent une qualité qui laisse à désirer. Le gouvernement devait aller avec la participation des paysans avant de prendre certaines décisions. Quelles que soient les contraintes sur le marché mondial, les paysans doivent comprendre et ensemble trouver une solution. Vive les cultivateurs, vive l'agriculture malienne !

■ Yacouba Dao



Accusé d'exactions : Les FAMa répondent



Des officiers de l'armée malienne ont animé ce vendredi un point de presse pour rejeter les allégations d'exactions contre les FAMa dans les régions de Mopti et de Ségou.

Dans le cadre des allégations d'exactions mettant en cause trois détachements des forces maliennes de sécurité sur le théâtre Centre de l'opération Maliko à Niangassadiou, Binedama et Massabougou, la hiérarchie militaire a organisé un point de presse à la Direction de l'information et des relations publiques des armées (DIRPA).

Les conférenciers étaient le Sous-Chef d'état-major chargé des opérations, le colonel-major Yacouba SANOGO ; le Directeur de l'Information et des relations publiques des armées, le colonel-major Diarran KONE, ainsi que le conseiller juridique auprès du Chef d'état-major, le colonel Patrice DEMBELE.

Au cours de cette rencontre, ces officiers ont partagé les résultats des premières enquêtes ouvertes sur ces incidents qui se sont déroulés entre le 3 et 6 juin derniers dans les régions de Mopti et de Ségou. Ces missions de combat

se sont déroulées dans les zones où il y a une forte présence d'activités de divers combattants des groupes terroristes. Conformément aux consignes, des différents chefs de mission ont rendu compte à leur supérieur.

Dès l'annonce des allégations, le colonel-major Yacouba SANOGO a affirmé que le commandement a pris la décision de suspendre les opérations qui étaient en cours dans les zones concernées. En outre, a-t-il ajouté, les unités accusées des faits d'exactions ont été immédiatement rappelées et leurs responsables ont été convoqués pour être entendus. Ces actions ont été suivies de l'ouverture d'enquêtes afin de faire la lumière sur les accusations, a rappelé Yacouba SANOGO.

« Le 10 juin 2020, l'état-major général des armées a dépêché des commissions d'enquête de commandement sur le terrain. Pour le moment, les missions d'enquête n'ont pas relevé d'exactions même si des manquements de consignes militaires ont été notés dans le secteur 5 », a affirmé M. SANOGO.

Déjà, a-t-il fait savoir, des sanctions disciplinaires ont été prononcées comme mesures

conservatoires. Et les enquêtes, confirme-t-il, continuent sur le terrain et à l'issue desquelles le commandement et le ministère de la Défense prendront les dispositions subséquentes. Si c'est nécessaire, ils n'écartent pas la saisine du ou des procureurs militaires compétents. De son côté, le colonel Patrice DEMBELE a déclaré que les procédures enclenchées suivent leurs cours, avec la ferme volonté de faire toute la lumière sur ces allégations tout en veillant à la présomption d'innocence, le temps des investigations.

« La hiérarchie militaire rassure qu'aucun comportement de dérive ne restera impuni », a déclaré M. DEMBELE.

Dans la même veine, le chef de la DIRPA a réaffirmé l'engagement des autorités militaires à faire respecter les droits de l'homme dans la conduite des opérations. Toutefois, il a invité la population à ne pas céder aux intoxications visant à semer la discorde entre les Maliens.

■ Par Sikou BAH



Crise sociopolitique : Dire qu'il n'y a pas d'alternative après la démission d'IBK est une insulte faite aux Maliens

Que se passe-t-il finalement pour que certains acteurs clé du Mouvement du 5 juin-Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP), à l'image de Cheick Oumar Sissoko de l'EMK, se mettent à reprendre en chœur la chansonnette selon laquelle il n'y aurait pas d'alternative ou de plan, c'est selon lui, pour faire face à la situation au cas où le Président IBK acceptait de démissionner ? La question, en plus d'être expressive d'un certain défaitisme, est en vérité une insulte faite au Maliens et aux très grandes personnalités comme Me Mountaga Tall, Modibo Sidibé, Mme Sy Kadiatou Sow, Choguel K Maiga, etc.

En effet, si IBK, un capitaine sans programme, sans vision, comme le prouve le chaos qui est aujourd'hui celui d'un Mali qui chancèle, qui n'existe pratiquement plus que de nom, devrait être le plus intelligent des Maliens, autant dire qu'il n'y a plus lieu d'espérer encore dans ce pays. Aussi se demande-t-on qu'est-ce qui pourrait bien être arrivé à Cheick Oumar Sissoko pour qu'il tombe dans pourquoi un tel fatalisme béat ?

D'autant que lui-même reconnaît que nombreux sont les maliens qui ont aidé IBK à accéder au pouvoir, mais qui sont déçus aujourd'hui, l'homme s'étant montré incapable de respecter ses engagements politiques, que ce soient ceux ressortis de la Conférence d'Entente Nationale, ceux souscrits avec l'Opposition malienne ou lors du Dialogue National

Inclusif.

D'où d'ailleurs, comme il l'a si bien dit, l'aggravation des difficultés ayant fini par plonger le Mali dans un état de mort cérébrale, avec notamment l'insécurité accentuée par le détournement des fonds servant à l'achat des matériels de combats, qui se sont avérés des « blindés en cartons » et des hélicoptères en très mauvais états, la crise de l'éducation... et des crises intentionnelles !

Pourtant, Cheick Oumar Sissoko est loin de ressembler à quelqu'un qui a perdu toutes ses facultés mentales, très lucide et pertinent lorsqu'il affirme que « ceux qui disent qu'il serait judicieux de laisser IBK finir son quinquennat pour réclamer le changement n'ont toujours pas compris que le Mali est au bord du gouffre et continuera 3 ans de plus dans cette situation ». Ce qui selon lui, trouverait que le Président IBK a fini avec le Mali.

Nous concédons cependant le fait qu'il déplore l'incohérence de la déclaration du M5-RFP et le discours de l'Imam Mahmoud Dicko lors de la mobilisation du 19 juin dernier, vu que ce dernier a dit et continue d'ailleurs à dire qu'il soutient « tout ce que le Mouvement va décider », or la décision du M5-RFP est très claire : la démission du Président IBK et de son régime !

Mais le fait pour le Président de l'EMK de privilégier une transition politique en lieu et place d'un gouvernement d'union nationale, tel que proposé par la CEDEAO (qui ne serait en fait

qu'une mascarade pour faire taire ceux qui se lèvent contre la mauvaise gestion du gouvernement), et d'affirmer en même temps que « le drame, c'est que même si le président démissionne aujourd'hui, le M5-RFP ne saurait pas comment conduire la transition », faute d'un plan prévu dans ce sens, est un paradoxe qu'il ne saurait lui-même expliquer !

Et aussi un paradoxe qui entache le sens du combat du M5-RFP regroupant des hommes et des femmes patriotes et engagés pour la restauration de l'honneur et de la dignité du Mali et des Maliens. Comme disait Choguel K. Maiga, il ne s'agit pas d'un changement cosmétique, mais de transformations en profondeur pour un nouveau départ, un nouveau contrat politique et social entre le peuple malien et tous ceux qui sont appelés à exercer des responsabilités au Mali. Des valeurs auxquelles ceux qui s'agitent n'ont que faire, l'essentiel pour eux étant des strapontins pour les besoins de leur ventre !

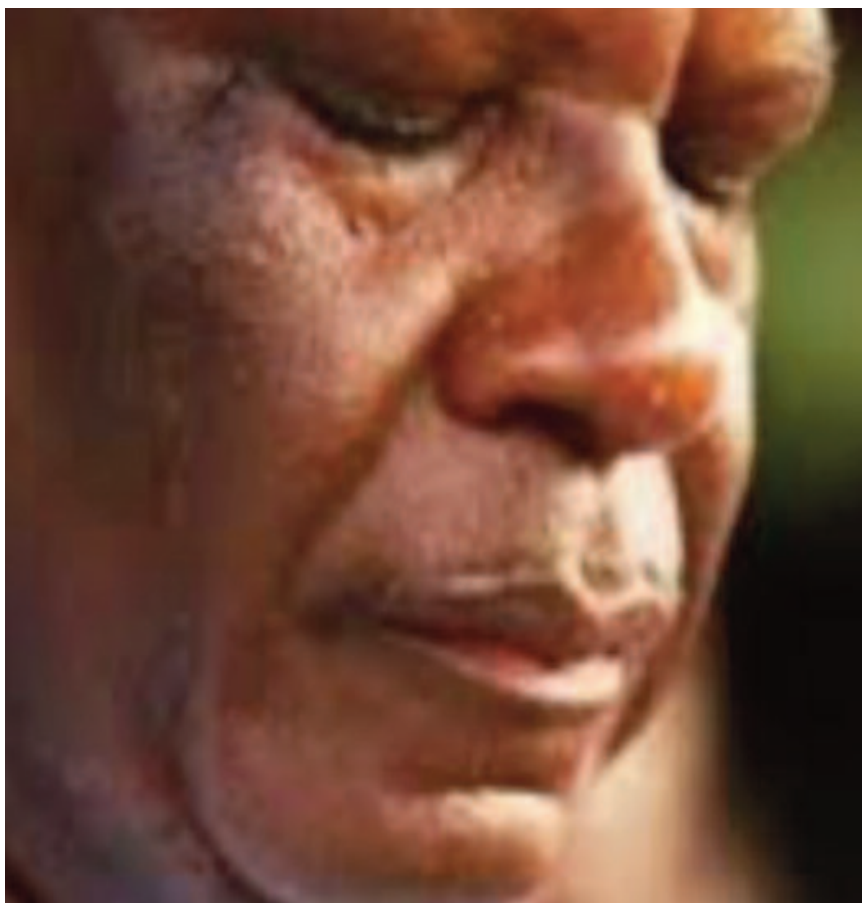
Des gens qui ont pour parrain le Président IBK qui a lui-même un penchant trop prononcé pour les dépenses somptuaires. Un régime qui s'illustre depuis sept ans par diverses manipulations politiques, qui cultive la prévarication, la corruption... et qui fait montre d'une gestion exécrable de la crise sécuritaire (la situation de Kidal, du Centre du pays transformé en mouvoir pour les FAMA et les populations civiles). Un hécatombe au quotidien dû à la dilapidation du budget de 1230 milliards de F CFA dévolu à l'équipement et l'entretien des FAMA par l'acquisition de matériel obsolète de guerre sur fond de surfacturation...

Qu'on arrête donc d'insulter l'intelligence des Maliens en arguant à tout vent que le départ d'IBK laisserait un vide que le peuple souverain du Mali, à travers des hommes et des femmes intègres, dont Cheick Oumar Sissoko lui-même, engagés et dignes de confiance, ne saurait combler !

■ Yama DIALLO

La communauté internationale dans la crise malienne :

Pourquoi soutenir un président vomé par son peuple ?



Depuis les manifestations du 5 et du 19 juin 2020 demandant la démission du président Ibrahim Boubacar Keïta, le Mali est à la croisée des chemins.

En effet, la communauté internationale s'est mise du côté de la corruption, de la prédation, de la concussion, de l'affairisme, du détournement de deniers publics, du népotisme contre la volonté du peuple malien, las de supporter la mauvaise gouvernance d'un chef de l'État à la tête d'une dynastie familiale dont l'ambition est la destruction de notre pays au profit de la communauté internationale.

A peine contesté dans son pays par deux manifestations monstres organisées les 5 et 19 juin 2020 par le Mouvement du 5 Juin-Ras-

semblement des forces patriotiques (M5-RFP) qui demande la démission d'Ibrahim Boubacar Keïta (IBK), défenseur des intérêts impérialistes au Mali, la communauté dite internationale a pris son bâton de pèlerin. Elle s'active sur tous les plans pour faire échec à la détermination des Maliens à faire partir leur président qu'ils accusent de mauvaise gouvernance. C'est dans ce sens qu'elle a rencontré les acteurs de la crise et proposé des pistes de sortie de crise qui maintiennent IBK au pouvoir contre la principale revendication du M5-RFP à savoir le départ d'IBK de Kouloba.

La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a été la première

organisation à s'ingérer dans la crise malienne avant d'être rejointes par l'Union africaine (UA), l'Union européenne (UE) et l'ONU. Toutes ces organisations ont soutenu les propositions de sortie de crise de la CEDEAO dont elles pensent qu'elles serviront de base de négociations entre le chef de l'État malien et les membres du M5-RFP pour un apaisement du climat politico-social au Mali. On se rappelle que la mission ministérielle de la CEDEAO, qui a séjourné dans notre pays du 18 au 20 juin 2020, avait proposé le maintien du président de la République à son poste, la formation d'un gouvernement consensuel d'union nationale, la reprise des élections dans les circonscriptions électorales contestées.

Autre réaction, c'est celle de l'ambassadeur des États-Unis au Mali. Dans un communiqué, il déclare: «On ne peut pas forcer un président de la République à démissionner et qu'il faut accepter la démocratie».

Ces soutiens de la communauté internationale au président Keïta vomé par son peuple ne défendent pas le principe de la démocratie comme elle prétend dire mais plutôt le contrôle de l'immense richesse naturelle de notre pays. Ils s'expliquent par plusieurs raisons. D'abord, elle trouve en IBK un homme lige, complexé et extraverti qui serait prêt à toutes sortes de compromissions pour la préservation des honneurs liés à la fonction présidentielle. Et son maintien à la tête du Mali, défendu bec et ongles par des intérêts obscurs réunis au sein d'une soi-disant communauté internationale contre la volonté populaire, est la perpétuation de la domination de notre pays par des multinationales qui sont parvenues avec la complicité d'IBK à ravir la vedette aux sociétés nationales dont la plupart sont mortes de leur belle mort.

Ensuite, le départ précipité d'IBK du pouvoir mettra à l'eau le dessein inavoué de la partition de notre pays par l'UE, l'UA, la CEDEAO et l'ONU. Ces organisations sont parvenues, à travers le gouvernement d'IBK, à porter atteinte à la souveraineté du Mali en signant l'accord d'Alger. Un accord qui fait voler en éclats l'intégrité de notre territoire national. Il a fait de Kidal un no man's land entre les mains des narcotrafiquants depuis 2012, un Etat dans un État, où l'accès de la ville est négocié au prix d'or par une autorité malienne qui compte y séjourner. Il y a eu aussi des arrangements sécuritaires qui donnent le plein

droit aux bandits armés de la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA) de se déplacer là où ils veulent sur l'ensemble du territoire national, mais interdisent aux autres de se déplacer dans les zones contrôlées par la CMA. Quelle humiliation pour notre armée !

La communauté internationale sait pertinemment qu'en cas de changement de régime au Mali, le processus de dépeçage de notre pays placé sous l'égide d'IBK sera remis en cause par des patriotes animés par la seule volonté de donner à notre pays sa grandeur d'antan. Elle sait aussi que les cadres du M5-RFP vont rejeter en bloc leur chiffon de papier du nom de la capitale algérienne en demandant son annulation ou sa révision. Toute chose que la communauté internationale ne veut pas entendre. Pour elle, le processus de l'accélération de l'application de l'accord doit se poursuivre avec IBK quoi qu'il arrive pour démembrer notre pays au profit des sociétés étrangères criminelles.

Dans les prises de position de la communauté internationale, il y a deux poids deux mesures. Elle a organisé le printemps arabe pour balayer les régimes élus démocratiquement. Elle a soutenu la contestation populaire en Algérie pour déposer le président Bouteflika, élu aussi démocratiquement. Idem pour El Béchir au Soudan. La raison était que ces pouvoirs n'étaient plus prêts à brader leur pays. Mais quand le peuple malien demande le départ de son président, on crie au scandale. On met en avant les principes de la démocratie pour sauver le fauteuil du président IBK qui fait leur jeu en sacrifiant les Maliens sur l'autel des intérêts impérialistes et ceux de sa famille. Elle qui est parvenue en un laps de temps à contrôler tous les rouages économique-financiers du Mali par la prédation, le pillage du Trésor public et la surfacturation.

Le président IBK a-t-il vraiment compris le sens de la lutte du M5 qui réclame son départ de Koulouba ? En tout état de cause, quand on est vomé par son peuple, on a intérêt à sortir par la grande porte au lieu de faire confiance au soutien de l'extérieur contre son peuple.

■ **Yoro SOW**

Crise malienne : Un scénario politique à l'algérienne

De puis deux semaines, le Mali est secoué par d'importantes, d'imposantes manifestations qui pourraient annoncer une instabilité durable qui pourrait faire le jeu de l'Imam rigoriste et anti français, Mahmoud Dicko.

La première manifestation a eu lieu le 5 juin et a réuni plusieurs dizaines de milliers de personnes. Est ainsi né le « Mouvement du 5 juin/Rassemblement des forces patriotiques » (M5/RFP). Vendredi, le 19 juin, le mouvement de contestation a peut-être marqué un tournant avec la démission de trois membres de la Cour suprême.

L'ombre de l'Islam wahhabite

Emmené par l'iman Mahmoud Dicko, le mouvement est un conglomérat hétéroclite qui rassemble des responsables religieux ainsi que des personnalités de la société civile et du monde politique. Rigoriste d'inspiration wahhabite, il a été président du Haut Conseil islamique (HCI) de 2008 à 2018. Il est opposé à l'homosexualité « importé par l'Occident » ; il est proche des djihadistes et notamment ceux d'Ansar Dine, et considère que « Le Djihadisme est une création des Occidentaux pour recoloniser le Mali ».

Né il y a environ 65 ans, l'iman sunnite a beaucoup évolué sur le plan politique. Il a été un défenseur de l'ancien dictateur Moussa Traoré qui avait renversé en 1968 le père de l'indépendance, Modibo Keita. Il s'est opposé au lieutenant-colonel Amadou Toumani Touré (ATT) qui a mis fin à la dictature en 1991 avant de rendre le pouvoir aux civils. Sous la présidence d'ATT qui s'était fait élire président en 2002 et réélu en 2007, l'iman s'était distingué en s'opposant à son projet de Code des personnes et de la famille en 2009. Depuis 2012, il s'était rangé derrière le président Ibrahim Boubacar Keïta (IBK) avant de se retourner contre lui et d'appeler à sa démission. Il lui reproche de ne pas s'être rapproché des djihadistes pour sceller un accord politique et la fin de la rébellion armée.

Une croissance démographique alarmante

Avec 1 241 238 000 km², le Mali est au centre de l'Afrique et du Sahel, enclavé entre l'Algérie, le Niger, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée Conakry, le Sénégal et la Mauritanie. Avec un PIB de 927 \$ par habitant, le Mali est un pays pauvre avec une économie peu diversifiée et exposée aux fluctuations des prix des matières premières. Le pays compte 20,2 millions d'habitants, ce qui peut paraître faible puisque la densité est de 16 habitants au km². Mais la croissance démographique est galopante avec 3,36 % par an. Au cours des 30 prochaines années, le pays va doubler sa population pour atteindre 43 millions d'habitants. Avec un taux de fécondité de 6 enfants par femme en 2017, le Mali est sous pression pour proposer les infrastructures publiques susceptibles de répondre aux besoins de la population notamment dans les secteurs de l'éducation et de la santé. Comme souvent en pareille situation, le mouvement de contestation a plusieurs causes et un élément déclencheur :

L'humiliation due à l'impuissance de l'État qui n'arrive à endiguer ni les centaines de morts causés par les djihadistes, ni les violences intercommunautaires.

L'insécurité. Cela fait une vingtaine d'années que le Nord du Mali est le territoire de trafics divers et variés aux mains de groupes armés. Ils sont d'abord venus d'Algérie après « l'interruption du processus électoral » en 1991 et la traque des islamistes ; la deuxième vague a été constituée après la chute du colonel Khadafi.

Les violences intercommunautaires minent la société malienne ; certains n'hésitent pas à raviver les tensions entre Noirs et Blancs de la région de Kidal et descendants de migrants venus d'Arabie saoudite dans le courant du XVI^{ème} siècle.

La crise des services publics, notamment ceux de l'éducation et de la santé. C'est la raison pour laquelle, bien qu'épargné par la pandémie, le pays a connu une forte mortalité, 111



décès sur 1 906 personnes contaminées (la Côte d'Ivoire a enregistré 40 décès sur plus de 7 000 cas déclarés).-

Une gouvernance trop centralisée entre les mains du président s'appuyant sur une Constitution calquée sur celle de la Vème République.

La perception d'une corruption que les manifestants considèrent comme répandue, et qu'elle concerne particulièrement les contrats d'armements.

Un profond malaise dans la zone cotonnière. En cinq mois, le cours du coton a baissé de 30 % en passant de 70 cts\$ la livre à moins de 50, cours enregistré pour la dernière fois en 2009. Le gouvernement a alors décidé d'ajuster à la baisse le prix garanti aux cotonculteurs de 275 FCFA à 200 ; face aux mécontentements et à la menace de l'Association des producteurs de coton du Mali (APCAM), il s'est repris en remontant le prix garanti à 250 FCFA. Ce revirement s'est inscrit dans un climat politique tendu à cause des critiques soulevées par la décision de la Cour suprême concernant la législative à Bougouni.

Le marasme économique. La baisse des voyages, des échanges commerciaux, des investissements directs étrangers (IDE) devrait faire baisser la croissance de 5,1 % attendus

à 1 %.

De la fraude à tous les étages

La tenue des élections législatives en mars-avril, en pleine pandémie, et l'inversion par la Cour suprême du résultat dans trente circonscriptions ont alimenté les suspicions de fraude électorale. Cela a réveillé, pour certains, la contestation de la dernière présidentielle de 2018 qui a enregistré la réélection d'IBK contre Soumaila Cissé, pris en « otage par de présumés djihadistes » une semaine avant le 1er tour des législatives. La Cour est composée de neuf membres dont trois sont nommés par le président de la République, trois par le président de l'Assemblée nationale, par construction proche du président de la République et trois par le Haut Conseil de la magistrature dont la présidence est assurée par le président de la République. Cette construction est de plus en plus contestée par les manifestants qui considèrent qu'elle est contrôlée par le président de la République. La démission de trois membres et celle non confirmée de la présidente ainsi que la mort d'un membre font que cette institution ne serait plus en mesure de fonctionner. Les deux adresses à la Nation faites par le président IBK n'ont pas désarmé

les opposants ; toutes ses offres d'ouverture ont été repoussées par les leaders de la contestation. Le pays est dans l'impasse car il n'y a, à ce stade, aucune alternative politique. Heureusement que le mouvement s'inscrit dans une démarche pacifique, que la violence n'a marqué aucune des manifestations, et que le président IBK a évité, jusqu'à présent d'essayer de réprimer par la force. Cela mérite d'être souligné car lorsqu'il était Premier ministre (1994-2000) d'Alpha Oumar Konaré, premier président (1992-2002) de l'ère démocratique du Mali, il a sévèrement réprimé une crise scolaire et des grèves. Quoique de sensibilité de gauche, les épisodes de cette période lui donneront une image de fermeté. Pour sortir de la crise, tous les voisins se penchent sur le sujet. Plusieurs ministres des Affaires étrangères, notamment du Niger et du Nigéria se sont rendus à Bamako. On attend trois présidents dont celui de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Presque tous les voisins recommandent la mise en place d'un gouvernement d'union nationale et de nouvelles élections législatives. À défaut d'un accord politique rapide, les manifestations risquent de se multiplier et d'entraîner un scénario à l'algérienne.

Le M5 et ses actions pour le changement : Les jeux troubles du chérif de Nioro

La dynamique enclenchée par le Mouvement du 5 juin-Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP), regroupant l'ensemble des acteurs maliens (responsables politiques, religieux, et ceux de la société civile) pour amorcer un véritable changement au Mali à travers la reprise en main des affaires de l'Etat par le peuple et pour le peuple, connaîtra-t-elle une interruption inattendue ?

La question se pose aujourd'hui avec acuité, si l'on se réfère au sermon du vendredi dernier du Chérif Bouillé Haidara du Nioro du Sahel. En effet, celui-ci, à travers les propos qu'il a tenus, semble être dans une dynamique de donner une seconde chance à IBK... Comme si ce dernier méritait encore une seconde chance, après avoir passé sept longues années à mentir, à dribbler et à mépriser les Maliens! En effet, dans son sermon du vendredi dernier, Chérif Bouillé Haidara, sans se démarquer clairement des acteurs du M5-RFP, et sans aucune consultation préalable avec les responsables de ce mouvement, s'est donné la liberté de faire ce qu'on peut appeler une proposition de sortie de crise au Président IBK.

Ainsi l'entend-on clairement plaider pour le maintien de Boubou Cissé à la primature à la tête d'un gouvernement restreint de 22 à 25 membres et de certains ministres, non pas sans revenir sur sa demande faite à IBK : celle de se débarrasser (écarter s'entend) de son fils Karim, un porte-malheur, selon lui, à cause de sa boulimie financière, de son effronterie et de son manque de respect, ainsi que de Manassa Danioko, présidente de la Cour Constitutionnelle, et de Moussa Timbiné, l'homme à la manchette devenu, sur instigation et recommandation du président IBK himself, président de l'Assemblée Nationale du Mali !

Il propose aussi que les départements ministériels de souveraineté (Défense, Sécurité Intérieure, Administration Territoriale, Economie et Finances et Affaires Etrangères) soient confiés à des personnalités d'expériences connues pour leur intégrité et leur compétence, même si lui-même en cite des noms, tout comme ceux de certains qu'il souhaiterait



voir intégrer la nouvelle équipe, la mise place d'une garantie empêchant le président de la République de limoger les ministres du nouveau gouvernement, qui devront rester en poste jusqu'en 2023.

Ces propositions du Chérif de Nioro, comme nous l'avons souligné, risquent d'impacter négativement sur la dynamique en cours pour sortir le Mali de l'ornière, dont le socle est le départ du Président IBK. En effet, ces propositions, même si elles n'ont aucun caractère contraignant pour l'ensemble des acteurs du M5, sont tout de même de nature à faire fléchir l'imam Mahmoud Dicko, l'une des têtes, sinon la tête de proue du Rassemblement des Forces Patriotes.

Et pour cause, nous savons toute l'estime et la considération que voue Mahmoud Dicko pour le Chérif Bouillé Haidara, pour oser aller au-delà des limites proposées par ce dernier. Même sachant qu'il perdrait beaucoup de sa superbe en empruntant un tel chemin, Mahmoud Dicko se verrait forcément contraint de

pencher vers les options du Chérif... Or le M5 sans Mahmoud Dicko, disent certains, c'est comme un serpent sans tête !

Choses que réfutent certains acteurs du M5, qui voient en la déferlante désormais constituée pour faire plier bagage à IBK et qui prend de jour en jour de l'épaisseur, une véritable force de pression avec ou sans Mahmoud Dicko. Pour eux, le mouvement doit continuer jusqu'à la satisfaction totale de la principale revendication : la démission d'IBK ! D'autres, nous rapporte-t-on, se veulent plutôt réserver pour le moment.

Quelle marge de manœuvre disposent alors les membres du M5-RFP pour compenser l'absence de Dicko ? Deux certitudes : il y a comme une volonté de faire tout foirer du côté du Nioro du Sahel ! Pourquoi ? Allez-y savoir ! Mais il y a aussi la forte détermination des principaux responsables de M5-RFP d'aller au bout.

■ Yama DIALLO

Crise socio-politique : Vers une décrispation du climat social ?



Les choses semblent prendre une nouvelle tournure pour le Mouvement du 5 juin-Rassemblement des forces patriotiques. En tout cas c'est ce que l'on peut dire à ce stade de l'évolution de la situation. Le lundi, 29 juin 2020, les membres du comité stratégique se sont réunis au siège de la CMAS. Il s'agissait, pour eux, d'analyser la nouvelle donne du mouvement après la rencontre avec le parrain, l'imam Mahmoud Dicko. La raison semble prendre le dessus. Depuis le début de la fronde contre le Président de la République, Ibrahim Boubacar Keita, plusieurs personnalités ont entamé une médiation, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, entre les deux parties pour tenter d'harmoniser les différentes positions. Le mouvement demandait,

contre vents et marées, la démission du Président de la République. Il ressort des propos du coordinateur la CMAS, Issa Kaou Djim, que l'objectif recherché par le mouvement est le changement du mode de gouvernance et le rétrécissement du fossé de la répartition des ressources du pays. A l'en croire, la demande de démission du Président IBK est une incitation à le faire fléchir pour qu'il s'attaque aux dossiers brûlants du pays. Il a indiqué dans ses propos que l'imam Dicko a été rencontré par beaucoup de hautes personnalités, lesquelles rencontres sont sur le point d'aplanir la donne. Le Mali est un pays d'écoute mutuelle. Toujours selon lui, l'imam Dicko a dit qu'il a une idée de sortie de crise pour que les objectifs fixés par l'organisation

soient atteints. Cette volonté manifeste permettra de maintenir la poutre de la cohésion sociale. Cette nouvelle posture de l'imam Dicko a été partagée avec les responsables du M5- Rassemblement des forces patriotiques. C'est la raison fondamentale du report du point de presse qui était prévu le lundi dernier. Pour lui, l'objectif n'a pas varié, mais ils sont à la recherche d'une meilleure approche pour renforcer notre démocratie.

Aussi, a-t-il précisé, la CMAS suivra la conduite à tenir donnée par l'imam Dicko sachant bien qu'ils appartiennent à un mouvement de force patriotique. Selon lui, le comité stratégique a élaboré un document avec une pile de propositions de sortie de crise. Ce document sera remis au Président de la République dans les tous prochains jours. S'il l'accepte intact tant mieux dans le cas échéant le mouvement occupera de nouveau la rue. Malgré toutes les démarches en cours pour décrisper le climat politique, les membres du mouvement du 5juin ne fondent pas d'espoir quant à l'applicabilité des propositions faites au chef de l'Etat. Mieux, il renchérit que le contenu de ce document sera livré à la presse, aujourd'hui mercredi 1er juillet 2020, au cours d'un point de presse.

Selon Mountaga Tall, l'objectif de la création de ce mouvement est d'apporter un changement notoire dans le mode de gouvernance de notre pays fragilisé par plusieurs crises. « Nous sommes conscients des défis qui assaillent notre pays et nous avons une trajectoire tracée mais aucune fanfaronnade ne nous fera dévier. Nous savons aussi comment garder notre dignité et notre intégrité. Donc toutes les actions que nous allons poser visent essentiellement à atténuer la souffrance des Maliens. Nous avons appris beaucoup de propos sur les réseaux sociaux affirmant qu'il y a une dissension entre nous voire des trahisons en cours. Mais la vérité finira par triompher. Je peux vous rassurer : nous allons accomplir notre devoir pour la prospérité du Mali », a-t-il dit aux hommes de média juste après la réunion du comité stratégique.

Le mouvement est divisé entre radicaux et ceux qui aspirent au changement de gouvernance. En tout cas, les prochaines heures seront décisives pour la vie de notre pays.

■ Ibrahim Sanogo

UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales



BDU - BF
BURKINA FASO



BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE



BDM FRANCE
FRANCE



BDU
BANCO DA UNIÃO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



BDM SA

La grossesse et ses anomalies : Fanta Traoré nous explique son histoire

La joie de donner naissance peut se transformer, en un laps de temps, par la perte du fœtus, faisant vivre à la future maman une désillusion. De multiples causes peuvent expliquer cet état de fait : il peut être dû au non suivi des consultations prénatales ou à la prise de médicaments à effet nuisibles sur la grossesse. Fanta Traoré nous explique son vécu avec un oligoamniose sévère détecté sur sa grosse depuis 4 mois.



L'oligoamniose est un terme utilisé pour évoquer un manque de liquide amniotique durant la grossesse. Le fœtus baigne dans une substance aqueuse qui le protège des chocs et lui permet de se mouvoir plus facilement. C'est ce fameux liquide amniotique qui en a été la cause.

Pour Fanta Traoré, " tout a commencé par une perte de grande quantité de liquide qui est survenu pendant la nuit. Le matin, au cours de la consultation chez son gynécologue traitant, il lui a été annoncé qu'elle est atteinte d'un oligoamniose sévère, qu'il sera difficile pour la grossesse d'arriver à terme et que dans les 72 heures qui suivaient, l'enfant cherchera à venir au monde".

Elle poursuit : « le gynécologue a dit que si la grossesse arrive à atteindre 7 mois contre tout attente, j'accoucherai et l'enfant suivra le reste de son évolution dans une couveuse et cela ne

se fera pas sans risque de malformations ». Pour Dr Samba Coulibaly, l'oligoamniose est l'anomalie du liquide amniotique la plus fréquente entre 0,4 et 4% des grossesses. Cette insuffisance amniotique de liquide peut apparaître à différents moments de la grossesse et provoquer des complications plus ou moins graves, selon le stade de développement du fœtus.

Hospitalisée pendant des jours, afin de connaître la source de ce mal et de suivre des traitements contre d'éventuelles infections, aucune cause concrète n'a été trouvée comme étant à la base de son mal. "J'ai été hospitalisée pour connaître la cause de mon mal et aussi pour des traitements par antibiotiques, pendant trois jours, pensant que je vais accoucher comme mon docteur me l'avait dit. Après de nombreux tests, il s'est avéré non seulement que je n'avais aucun antécédent pouvant

causer une insuffisance du liquide amniotique et les trois jours passés l'enfant vivait et était bien portant", a-t-elle souligné.

Selon le Dr Samba Coulibaly, la fuite de liquide amniotique, du fait d'une rupture prématurée des membranes, est la première cause recherchée en présence d'un oligoamniose, une malformation fœtale, un retard de croissance, une prise de médicament (anti-inflammatoire non stéroïdien ou AINS, inhibiteur de l'enzyme de conversion ou inhibiteur dans l'angiotensine), une hypertension artérielle de la future maman, une infection materno-fœtale. Dans 30% des cas, aucune cause permettant d'expliquer un oligoamniose n'est trouvé, a-t-il précisé.

Nourrissant l'espoir de voir son enfant naître malgré toutes ces explications données par rapport à son mal, Fanta voyait une lueur d'espoir. Au fur à mesure que les jours passaient, la grossesse évoluait et l'enfant était bien portant.

« Après mon hospitalisation, ma grossesse était suivie de très près par mon gynécologue, je faisais une échographie par semaine afin de suivre l'évolution de la grossesse. De 4 mois, je me suis retrouvée à 6 mois de grossesse à la grande surprise de mon docteur qui, malgré ses connaissances en sciences, croyait au miracle de Dieu, et là je me suis dit que cet enfant naîtra et sans aucune malformation. C'est ainsi que j'ai commencé à m'attacher à un enfant que j'étais sensé perdre depuis 4 mois », a-t-elle dit.

Cependant, gardant l'espoir de voir naître son enfant, à 1 mois, Fanta a perdu son enfant à sa grande surprise.

"Un matin, je me suis réveillée avec une douleur atroce au ventre. C'est suite à cela que je me suis retrouvée à l'hôpital. Mon docteur m'a dit que c'est un accouchement, c'est ainsi que j'ai perdu mon enfant ", explique-t-elle avec les larmes aux yeux.

En somme, il est recommandé à toutes les femmes enceintes de suivre rigoureusement les consultations prénatales et, surtout pour celles qui en sont à leur première expérience, d'informer leurs médecins traitant sur tout ce qui leur arrive d'inhabituel ou d'étrange afin d'éviter des maux qui vont interrompre la grossesse.

■ Ibrahim Sanogo

Sénégal : Le Président Macky Sall annonce la levée de l'Etat d'urgence assortie du couvre-feu

Le couvre-feu nocturne instauré au Sénégal dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire lié à la pandémie de coronavirus, est levé à compter de ce lundi 29 juin, a annoncé le Président Macky Sall, lundi soir, dans son adresse à la Nation.

Etat d'urgence

En raison de la propagation de la maladie à coronavirus au Sénégal, le chef de l'Etat avait



décidé de décréter l'Etat d'urgence sur toute l'étendue du territoire, à compter du 24 mars jusqu'au 4 mai dernier. Une situation qui sera prorogée jusqu'au 2 juin au regard de la pandémie. Il est à nouveau prolongé (la deuxième fois de suite) pour une durée de 30 jours supplémentaires. Mais ce lundi 29 juin 2020, le Président Macky Sall a décidé de lever cet Etat d'urgence. Mais la levée de ces dispositifs «ne signifie guère la fin de l'épidémie de coronavirus dans notre pays», prévient-il, et impose

désormais le port obligatoire de masques dans les lieux publics à toute la population.

Coronavirus

Le Sénégal a enregistré 6 698 cas positifs, dont 4 341 guéris, 108 décès et un évacué, selon le bilan quotidien du ministère de la Santé et de l'Action sociale rendu public ce vendredi 29 juin. 2 248 patients sont sous traitement au niveau des différents centres.



RDC : Felix Tshisekedi s'oppose à toute réforme tentant à inféoder la justice

Le Président Felix Tshisekedi, élu, dimanche 9 février 2020, 1er vice-président de l'Union africaine pour 2020 et président pour 2021. Photo presse présidentielle.

Dans une allocution radiotélévisée lundi, 29 juin 2020, dans la soirée, le Président de la République a notamment loué l'action de la justice qui recouvre peu à peu son indépendance. « Les avancées enregistrées l'ont été au prix de sacrifices extrêmes. Elles ne peuvent être annihilées par des manœuvres d'arrière-garde qui s'observent chez certains de

vouloir légiférer pour déposséder le Conseil Supérieur de la Magistrature du pouvoir judiciaire qu'il détient pourtant par la Constitution », a affirmé Felix Tshisekedi.

« La justice est pour un État ce que le sang est pour le corps humain. Voilà pourquoi j'estime que les réformes dans ce secteur doivent être dictées, non pas par le souci de s'assurer une protection d'une personne ou d'un groupe de personnes, mais plutôt par le souci d'apporter plus d'efficacité et d'efficience au fonctionnement de la justice », a déclaré le président Tshisekedi.

Ce dernier martèle qu'il n'acceptera « sous aucun prétexte des réformes dans ce secteur qui, par leur nature et contenu, viendraient porter atteinte à des principes fondamentaux régissant la justice tels que prévus dans notre constitution ».

Ce discours du Chef de l'Etat intervient dans un contexte de protestations généralisées contre trois propositions de lois initiées par les députés Aubin Minaku et Gary Sakata. Elles renforcent le pouvoir d'injonction du ministre de la Justice, en lui permettant de sanctionner par mesures conservatoires les magistrats coupables.

Ces nouvelles réformes, en examen à l'Assemblée nationale, ont donné lieu à des protestations au sein de la magistrature et de la classe politique. Le Palais du peuple, siège du Parlement a été envahi mercredi 24 juin 2020 par des manifestants, qui voulaient empêcher l'adoption de ces textes.



Championnat européen : Sekou Koïta et Mohamed Camara sacrés champions d'Autriche avec Salzburg



C'est le deuxième trophée remporté par les deux internationaux maliens avec les Rouges et blancs, après celui de la Coupe d'Autriche, conquise le 29 mai dernier. Le RB Salzburg de Sékou Koïta et Mohamed Camara a décroché le titre de champion d'Autriche, dimanche, en dominant à domicile Hartberg 3-0, au compte de la 30^è journée de la Bundesliga. Le milieu de terrain malien Mohamed Camara était titulaire et a disputé les 90 mn de la partie, alors que Sékou Koïta était absent pour cause de blessure (l'international malien souffre de l'aine). Vainqueur de la coupe d'Autriche le 29 mai dernier, le RB Salzburg réalise ainsi le doublé Coupe-Championnat.

C'est le septième sacre de rang du club, mais le premier pour les deux internationaux maliens, Sékou Koïta et Mohamed Camara. Toujours en Autriche, cette fois-ci en 2^è division, Liefering de Youba Diarra a dominé Wacker (4-1) mercredi dernier. Titulaire lors de la 24^è journée, le jeune attaquant malien (22 ans) a participé à la large victoire de son équipe en marquant le 4^è but à la 60^è minute. Youba

Diarra et son équipe pointe à la 5^è place du classement avec 37 points. C'est le deuxième but en championnat de l'ancien joueur de Yee-len olympique, qui avait été éloigné des terrains pendant de longues semaines.

En Turquie, le capitaine des Aigles Abdoulaye Diaby et Besiktas ont battu Konyaspor 3-0 vendredi en ouverture de la 29^è journée du championnat. L'attaquant malien a marqué le deuxième but en première période (45^è min+2). Lors de la 28^è journée, Abdoulaye Diaby a également fait trembler les filets. Désormais, Besiktas occupe la 5^è place du championnat, avec 50 points. Pour mémoire, Abdoulaye Diaby est sous contrat avec le Sporting Portugal qui l'a prêté au Besiktas pour une saison. Au total, l'international malien a disputé 35 matches, toutes compétitions confondues pour 4 buts. D'ores et déjà, on sait que Diaby, comme l'appellent familièrement les supporters, ne sera pas conservé par le club turc et ce, malgré l'option d'achat incluse dans le contrat de prêt. C'est en tout cas ce qu'affirme le journal portugais A Bola qui indique également que le Sporting Lisbonne ne sou-

haite pas non plus garder le capitaine des Aigles.

Contrairement au Besiktas, le gardien de but Mamadou Samassa et l'attaquant Moustapha Yattabaré et leurs coéquipiers de Sivasspor ont été battus à domicile par Kayserispor (2-0), lors de la 29^è journée du championnat. Les deux Maliens étaient titulaires, mais n'ont pu rien faire pour éviter la défaite de leurs couleurs. Avec 53 points, Sivasspor est 3^è du classement de la Super Lig (nom du championnat turc de première division, ndlr). En déplacement sur le terrain de Rizspor, Hady Sacko (entré en cours de jeu) et ses coéquipiers de Denizlpor ont ramené le nul (2-2). Quant au milieu de terrain, Souleymane Diarra dont l'équipe, Gaziantep a également été accrochée par Alanyaspor (3-3), il n'a pas participé à la 29^è journée du championnat.

En Allemagne, la dernière journée de la Bundesliga s'est disputée samedi, les cartes de l'Europe sont distribuées. Larges vainqueurs 4-0 à Dortmund, Diadié Samassékou et Hoffenheim ont validé leur ticket pour l'Europe, tout comme le RB Leipzig d'Amadou Haïdara qui l'a emporté sur le même score sur la pelouse d'Ausgbourg. L'international malien a délivré une passe décisive, avant d'être remplacé en fin de partie (83^è min). Le RB Leipzig, faut-il le rappeler, est qualifié pour les quarts de finale de la Ligue des champions d'Europe. Amadou Haïdara et ses coéquipiers ont décroché le précieux sésame, en écartant Tottenham de José Mourinho.

En France, à l'occasion de la reprise des entraînements le 22 juin, le président de Rennes, Nicolas Holveck a assuré que les discussions pour une prolongation du latéral polyvalent malien Hamari Traoré «sont bien avancées», mettant ainsi fin, du moins pour le moment, aux rumeurs d'un transfert du joueur au PSG. Un autre défenseur malien pourrait changer de couleur pendant le prochain mercato. Il s'agit de Mamadou Fofana, (20 matches en Ligue 1) qui est annoncé du côté de Galatasaray (Turquie). «Je suis fier que mon nom soit mentionné avec Galatasaray. Je connais bien la Turquie pour avoir porté le maillot d'Alanyaspor. Mais pour le moment, je me concentre sur mon équipe, le FC Metz, avec comme objectif, contribuer au développement de cette équipe», a réagi l'international malien.

■ **Boubacar KANTÉ**



Bélier (21 mars - 19 avril)

Coach dans l'âme, Mars va démontrer aujourd'hui toute son efficacité afin de booster votre carrière. Coopératif, souple, vous parviendrez à vous adapter, sans le moindre souci, aux nouvelles consignes de l'entreprise dans laquelle vous travaillez.

Votre savoir-faire vaut de l'or ! Inutile d'en douter... D'ailleurs, vous n'en douterez pas... Ami Bélier, en voici une preuve : vous dormirez d'un sommeil profond, car vous serez parvenu à rétablir l'équilibre entre additions et soustractions.



Taureau (20 avril - 19 mai)

L'activité est harassante. Vous travaillez d'arrache-pied. En aidant les collègues, vous perdez votre temps. Faites suffisamment de pauses. Elles vous aideront à reprendre pied. Le stress est en effet très dérangeant. Vous ne le supportez pas bien.

Les finances ne sont pas au beau fixe. Elles vont et viennent. Il y a très peu d'économies. Le salaire fond dans des dépenses pour des gadgets. Un coup de coeur peut aggraver la situation. La prudence est de rigueur.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Créativité et imagination vous aident au mieux aujourd'hui. Le parfait trigone Lune/Neptune prend place dans le domaine professionnel, et l'intuition est également un bel atout. Consommez à volonté, sans aucune modération, c'est offert sur un plateau !

Vous faites preuve d'un contrôle remarquable, et montrez même une habileté dans ce domaine dont vous ne vous sentiez pas capable ! Il se peut que des responsabilités financières vous soient attribuées, vous dévoilez des qualités insoupçonnées !



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Au bureau, vous accomplissez des miracles ! Les efforts sont payants, vous ne vous ménagez pas. Pour vous faire remarquer de vos supérieurs, vous êtes prêt à passer énormément de temps au travail, même si la fatigue gagne du terrain. Levez le pied !

Votre budget s'équilibre. Vous surveillez vos charges comme le lait sur le feu. Si, vous gardez un oeil sur vos comptes, cela ne vous empêche pas de vous faire plaisir avec une petite séance shopping ou un petit resto, surtout si vous restez vigilant.



Lion (22 juillet - 23 août)

Professionnellement parlant, vous serez impatient de prendre votre envol... Mais, à l'image de cet environnement estival, vous allez subir des coups de chaud et de froid ! Certains collègues n'apprécieront pas du tout de vous voir faire la course en tête...

Vous profiterez du sextile Mars-Saturne pour étudier les options financières qui s'ouvriront à vous. Satisfait d'avoir de l'argent, vous aurez une pensée pour ceux qui sont dans le besoin... Vous donnerez toujours une pièce ou deux à un SDF.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Il faut exécuter les tâches que l'on vous demande. Vous suivez les consignes. Les relations avec vos collègues sont calmes. Votre attitude y contribue pour beaucoup. On vous aime pour votre sens de l'organisation. Mais restez ferme avec un collègue !

Votre famille peut vous apporter un soutien important ! Ne le refusez pas ! Même si votre ego est blessé, acceptez cet apport. Il peut se présenter sous forme de cadeaux ou de dons ! Malgré le train de vie dépensier, vous êtes à l'abri de tracasseries financières.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

La conjonction Mercure/Soleil apporte une belle clairvoyance en vous-même, par rapport à votre travail. Vous pourriez avoir une prise de conscience importante, qui remettrait en cause, ou pas, votre job actuel. Mais c'est bénéfique, quoi qu'il arrive.

Vous pourriez recevoir une bonne nouvelle concernant vos finances, et ça vous met de bonne humeur. Une nouvelle sans doute liée à votre travail, comme une augmentation, une indemnité, ou pourquoi pas une promotion ! En tout cas, vous êtes content !



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Cher natif, sans effort, vous ne pourrez pas grimper les échelons, vous en prenez conscience et ça vous motive encore plus. Une certaine dynamique permet à votre situation professionnelle de pouvoir évoluer. Vous recevez de bonnes nouvelles.

Aujourd'hui, ami Scorpion vous activez votre réseau de relations, sait-on jamais, peut-être que certains pourraient vous donner quelques petits tuyaux intéressants pour gagner un peu d'argent. Vous redoublez de vigilance avec les dépenses.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

La pression va diminuer d'un cran au bureau. La Lune se montrera beaucoup plus présente dans votre signe, et tout particulièrement dans l'ascension de votre carrière. Ami Sagittaire, son action sera bien plus forte qu'un simple coup de pouce...

Ami Sagittaire, ce 1er juillet 2020 sera une date en or ! En effet, vous aurez de la chance dans tous les secteurs qui toucheront de près ou de loin à l'argent : jeux, négociations, dividendes, salaire, etc. Cela ne durera qu'une journée !



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vous espérez gravir des échelons. Une tâche importante est en cours. Elle nécessite une concentration. Vous adorez relever ce challenge. Votre activité peut préparer un gros travail. L'appui d'un chef est puissant. Votre conscience professionnelle lui plaît.

Un projet sérieux vous anime ! Il a un lien avec le logement. Vous désirez économiser pour le concrétiser. En attendant, le salaire s'envole dans différentes dépenses. Elles sont liées à des gadgets. Votre voiture peut entraîner des réparations !



Verseau (20 janvier - 19 février)

La situation professionnelle semble s'éclaircir. Peut-être étiez-vous en attente de certaines décisions, vous pourriez avoir des nouvelles. Le temps est venu de clarifier une situation laissée en suspens, elle pourrait aboutir. Il n'en tient qu'à vous !

La chance vous sourit, vous pourriez peut-être tenter un ticket de loto, qui sait ? Pour gagner, il faut jouer de temps en temps, et vous pourriez avoir des petits coups du destin bien agréables ! Profitez-en, mais avec modération, tout abus est dangereux !



Poisson (19 février - 21 mars)

Vos idées sont appréciées et reconnues, mais attention, ami Poissons, votre succès pourrait attirer des petites jalousies professionnelles. Pour défendre vos intérêts, vous pourriez élever la voix, et votre réussite pourrait être entachée. Une opportunité se présente, vous avez la possibilité de faire rentrer de l'argent. Soyez attentif, cher Poissons, vous ne pouvez passer à côté de cette aubaine. Aujourd'hui vous avez de la chance, autant sauter sur l'occasion. Merci les astres !

**Promo
Modem 4G**

Malitel
Proche de vous

29 000 FCFA

au lieu de ~~39 900F~~

- 25%

**JUSQU'À 10 APPAREILS
CONNECTÉS EN SIMULTANÉ**



4G



Malitel
Proche de vous

**5 Go
offerts**



SPiRiT

Jusqu'au 30 juin 2020

Profitez du meilleur de l'Internet mobile pour vos **smartphones, tablettes et ordinateurs** avec une vitesse de connexion allant jusqu'à **150 Mbit/s**.

Rendez-vous dans nos agences.

service client : 6700

www.malitel.ml

www.facebook.com/malitel.official